Actualité du trotskysme

Critique communiste. – Léon Trotsky a émis à la veille de la Seconde Guerre mondiale un certain nombre de pronostics qui se sont révélés erronés. La démocratie soviétique n'a pas été restaurée en URSS par une révolution politique, le monde capitaliste a connu une nouvelle phase de développement accéléré et la révolution prolétarienne n'a avancé que timidement et avec retard en dehors des métropoles impérialistes.

Des erreurs de pronostics d'une telle ampleur ne décèlent-elles pas des carences d'ordre théorique ? Peut-on en rendre compte sans incriminer la problématique marxiste-révolutionnaire elle-même, la grille d'interprétation trotskyste de la réalité sociale et de son évolution ?

Ne faut-il pas en tirer des conséquences du point de vue de la dynamique révolutionnaire ?

Ernest Mandel. – D'une manière générale, il faut distinguer dans les activités politiques des classiques du marxisme, ce que l'on pourrait appeler les *pronostics à court terme* et l'effort théorique visant à déceler les tendances de développement fondamentales, la tentative de comprendre la nature d'une époque historique et les contradictions principales qui la définissent.

Dans le premier domaine, il y a eu incontestablement de nombreuses erreurs, de la part de Marx, d'Engels, de Lénine et de

Trotsky. Rappelons, pour l'anecdote, que Lénine à la fin de 1916, devisant devant les travailleurs suisses du bilan historique de la Révolution russe de 1905, faisait preuve d'un pessimisme révolutionnaire débridé. Il disait en effet, deux mois avant l'éclatement de la révolution de 1917, que sa génération ne connaîtrait vraisemblablement pas la révolution russe suivante, bien que celle de 1905 avait dégagé le processus d'une nouvelle révolution, mais que la génération suivante y assisterait sans aucun doute !

La liste pourrait se prolonger. Il n'y a pas de doute que Trotsky, ainsi que Rosa Luxemburg et beaucoup d'autres révolutionnaires à commencer par Marx lui-même, se sont quelquefois lourdement trompés sur des prévisions à court terme. L'origine fondamentale de ce genre d'erreurs, c'est que dans la détermination à court terme du déroulement des événements entrent une infinité de facteurs secondaires, à côté des grandes tendances historiques, qu'il est non seulement impossible d'intégrer dans une analyse exhaustive, mais qu'il est même impossible de connaître à l'avance, faute d'une information complète.

Trotsky, comme Marx avant lui, répétait souvent que la fonction de l'analyse théorique n'est pas de permettre de jouer au prophète, au sens étroit du terme qui correspond aux activités de la cartomancienne ou du mage. Elle vise au contraire au dégagement des grandes tendances historiques de développement.

Pourquoi y a-t-il néanmoins de manière répétée interférence entre la volonté de faire des prédictions à court terme et la fonction générale de l'analyse marxiste qui consiste avant tout à dégager les grandes lignes de force de l'évolution historique ? Cette interférence résulte plus ou moins inévitablement de la fonction de la *politique révolutionnaire.* Dans la mesure où celle-ci veut avoir prise sur le réel, c'est-à-dire transformer la réalité, elle est obligée d'agir dans le cadre d'une série d'éventualités à court et à moyen terme pour pouvoir déterminer des lignes d'actions immédiates.

Pour résoudre cette difficulté d'un point de vue conceptuel, on doit distinguer la capacité du marxisme-révolutionnaire à dégager des lois scientifiques du développement des modes de production, ou même de formations sociales déterminées d'une part, et ce qui ne peut être que des *hypothèses de travail,* et non pas des lois scientifiques, quant à l'évolution à court terme d'autre part. Il est préférable d'utiliser à ce propos le terme *d'hypothèse de travail.* Sans hypothèse de travail sur l'évolution à court terme, il est impossible d'agir. Mais, la vérification dans les faits de ces hypothèses de travail doit être réalisée pour confirmer si leur base était suffisante ou non pour déterminer l'action.

Lucide sur l'essentiel

Cette digression générale est nécessaire pour préciser ce qui suit : Dans la compréhension des grandes lignes de force de notre siècle, non seulement Trotsky ne s'est pas trompé dans ses prédictions à long terme, mais mieux, il a été d'une lucidité qui paraît encore aujourd'hui assez stupéfiante et dans laquelle entre, en dehors de la maîtrise extraordinaire de la méthode dialectique, une part d'intuition et de génie personnels.

Pour un marxiste révolutionnaire lucide, depuis le moment où le déclin de la révolution mondiale était devenu clair dans les années 1920 et 1930, et où les phénomènes du fascisme et du stalinisme commençaient à prendre forme dans leur dimension de plus en plus barbare, se posaient essentiellement trois questions pour prévoir la tendance à long terme de notre époque.

1. La défaite de la révolution mondiale était-elle durable, et le monde allait-il s'enfoncer, sinon définitivement, du moins pour une très longue période, dans la nuit de la barbarie ?

Aujourd'hui, cette formulation peut paraître excessive. Replacée dans le contexte des années 1930, elle reste parfaitement pertinente. Le titre d'un livre de Victor Serge, *Il est minuit dans le siècle,* est plus que symbolique. On pourrait y joindre les citations de nombreux marxistes réformistes ou révolutionnaires, de Rudolf Hilferding, dernier penseur réformiste social-démocrate, à de quelques ex-trotskystes qui tous étaient convaincus qu'Hitler allait gagner la guerre et que l'Europe serait fasciste pour cent ans, sinon plus.

A cette première grande interrogation historique, Trotsky avançait un pronostic différent. La défaite de la révolution mondiale est un phénomène lourd de conséquences mais limité dans le temps. De la Seconde Guerre mondiale résulterait inévitablement un nouvel essor des luttes révolutionnaires de la part du prolétariat et de la part des peuples opprimés. Il insistait d'ailleurs beaucoup sur cette formule, aujourd'hui à résonance maoïste, que l'on retrouve dans ses écrits de 1938-1940. Il prédisait que ni Hitler, ni Mussolini, ni les dictatures militaires japonaises et de Tchiang Kai-tchek, ni celle de Staline, ni les empires coloniaux ne survivraient à la Deuxième Guerre mondiale et à ses lendemains. A l'exception de la partie concernant Staline, la prédiction s'est totalement vérifiée. La remontée de la révolution mondiale à partir de la fin de la Deuxième Guerre mondiale est un phénomène incontestable.

2. Seconde interrogation concernant la tendance à long terme :

Cet interlude extraordinaire de réaction et de recul non seulement du mouvement ouvrier mais de toutes les conquêtes de la civilisation humaine dans les années 1930 et le début des années 1940, marquées par l'horreur d'Auschwitz et d'Hiroschima représente-t-il un simple accident de l'histoire ? Là aussi la réponse de Trotsky est claire et confirmée par l'histoire : il ne s'agit pas du tout d'un accident. La décadence de la société bourgeoise et la décomposition d'un mode de production déterminé, qui avait propulsé l'humanité pendant deux siècles par la richesse, la base technologique, les possibilités matérielles incommensurablement plus grandes de cette classe dominante que n'importe quelle autre classe dominante du passé; cette décadence et décomposition seront caractéristisées par des réactions qui s'aggraveront à l'échelle de l'histoire. Plus la bête est puissante, plus son agonie l'amènera à frapper aveuglément autour d'elle, avec des conséquences de plus en plus désastreuses pour le genre humain. Au lieu de céder à l'optimisme béat propre aux gradualistes et aux réformistes qui croyaient que tout finirait par s'arranger, ces prévisions à long terme de Trotsky se sont également avérées justes.

Aujourd'hui, malgré vingt années d'essor extraordinaire de forces productives et de la production matérielle, une fraction beaucoup plus grande de l'avant-garde ouvrière et intellectuelle est consciente de ces dangers, sous ses différentes formes. Ce n'est plus seulement le danger de régimes de types fasciste et barbare, ce n'est pas seulement la montée de la torture de par le monde, mais ce sont aussi les dangers qui pèsent sur l'équilibre écologique, sur les ressources naturelles disponibles et le danger d'une troisième guerre nucléaire dont il faut tenir compte.

3. Troisième interrogation : S'il y a d'une part, inévitablement de nouvelles poussées révolutionnaires prolongées, et d'autre part un adversaire capable de se défendre et qui ne va pas disparaître automatiquement ou s'effondrer simplement en fonction de ses contradictions internes, les problèmes de la direction politique du prolétariat et de la révolution, problèmes tactiques et stratégiques liés au problème de la conscience de classe du prolétariat, deviennent les problèmes historiques clés de notre époque.

En effet, la crise de l'humanité est la crise de sa direction révolutionnaire au sens non pas strictement organisationnel mais beaucoup plus large du terme. Devant la crise historique d'une société en déclin mais qui ne disparaît pas automatiquement, devant la montée périodique, mais non linéaire ni illimitée dans le temps, des luttes révolutionnaires de masse, l'issue de ces luttes est décisive. L'agonie de la société bourgeoise se

prolongera si les luttes ne débouchent pas sur des victoires.

Dans le *Manifeste de la conférence d'Alarme* de la IVe Internationale de mai 1940, ouvrage qui peut être considéré comme son testament politique, Trotsky émet un pronostic différent de celui formulé à l'égard de la première question.

Si l'on s'interroge sur les chances révolutionnaires ouvertes par la Seconde Guerre mondiale, ne seront-elles pas gaspillées et détruites par le rôle des appareils bureaucratiques traditionnels réformistes ? La question est mal posée, répond Trotsky : La montée révolutionnaire ne constitue pas un événement ponctuel, limité dans le temps; il faut se préparer à de longues années, *sinon des décennies* de hauts et de bas des luttes révolutionnaires, de révolutions et de contre-révolutions de guerre, d'armistices, et de nouvelles guerres ! Une telle époque – Trotsky parle de décennies ! – est propice à la construction d'organisations révolutionnaires. Cette prévision est encore confirmée à l'échelle de l'histoire.

Ce sur quoi Trotsky s'est trompé

Sur les trois grandes questions décisives pour comprendre l'époque dans laquelle nous vivons, Trotsky ne s'est donc pas trompé. Il a montré au contraire que la méthode marxiste, indépendamment de l'optimisme ou du pessimisme individuel, permet de saisir les grands traits du développement historique.

Mais sur quoi s'est-il alors trompé et quelle est la source de cette erreur ? Je reprends ici une interprétation que j'ai déjà formulée à plusieurs reprises sur l'histoire de notre mouvement et qui, jusqu'à nouvel ordre, n'a pas été sérieusement contestée ni à l'intérieur, ni à l'extérieur de la IVe Internationale. En éliminant les pétitions de principes et en laissant de côté les interprétations abusives – comme l'idée répandue par d'aucuns que Trotsky aurait affirmé que l'Union soviétique, en tant que telle, serait défaite dans la guerre, alors que ses écrits prouvent le contraire – on doit constater qu'il a surestimé l'impact à court terme de la nouvelle montée révolutionnaire sur la conscience de classe de l'avant-garde ouvrière. Il était guidé par une analogie historique : l'isolement de la poignée d'internationalistes dans le mouvement ouvrier international en 1914, et l'essor extraordinaire que les internationalistes ont connu dans la période finale de la Première Guerre mondiale et, surtout, dans la période postérieure à la victoire de la révolution d'Octobre.

Dans cette analogie, il existe une sous-estimation grave, voire paradoxale, des effets cumulatifs à long terme de vingt années de

défaites, non seulement des révolutions prolétariennes, mais aussi du mouvement ouvrier organisé dans son ensemble. Je dis paradoxal, car Trotsky ne commet pas cette erreur lorsqu'il examine des cas spécifiques nationaux, tels les cas de l'Allemagne et de la Russie. Jamais il n'a écrit qu'Hitler ne serait qu'un bref interlude après lequel la remontée de la classe ouvrière allemande se ferait à un niveau rapidement supérieur à 1918-1923. Bien au contraire, il souligne les effets à long terme de la victoire d'Hitler, comme facteur de démoralisation et de baisse de la conscience de classe, tout en étant certain qu'il y aurait une remontée du mouvement ouvrier, mais dans des conditions plus difficiles que celles qui existaient avant la montée du fascisme.

L'analyse de la situation russe est encore plus nette. Elle souligne les effets désastreux de la 2e moitié des années 1930 et de l'atomisation des masses en URSS sur la conscience moyenne de la classe ouvrière, et les difficultés extraordinaires pour reconstituer les forces après la déception historique que représente la victoire de la bureaucratie stalinienne. Dans les deux cas, sans omettre les effets catastrophiques de la terreur, de la répression physique et la disparition des cadres qui en résulte, Trotsky souligne fortement que la terreur n'est pas la cause principale de la difficulté d'un redémarrage en force du mouvement révolutionnaire. Le manque de perspectives, la démoralisation, le manque de confiance en soi des classes sociales qui ont subi des défaites historiques d'une ampleur telle que la victoire du fascisme ou la victoire du stalinisme, voilà les réels obstacles.

Le paradoxe réside dans la différence d'appréciation de Trotsky au plan national et au plan international. L'analyse de pays tels que l'Allemagne ou la Russie fait preuve d'une grande lucidité. Par contre, Trotsky commet une erreur sur le plan international en se basant sur l'hypothèse de travail que l'Après-Deuxième-Guerre-mondiale sera parallèle et analogue à l'Après-Première-Guerre-mondiale.

La montée internationale s'est produite. Elle fut même plus ample qu'après la Première Guerre mondiale, si on inclut l'Angleterre parmi les forces qui voulaient une transformation socialiste immédiate en 1944-1945. *Mais ces forces étaient beaucoup plus confuses du point de vue politique, donc beaucoup plus manipulables par les appareils traditionnels.* L'interaction entre ces deux facteurs a eu pour résultat le coup d'arrêt beaucoup plus rapide de la montée révolutionnaire, et dans ce sens son ampleur politique beaucoup plus réduite que celle qui avait succédé à la Première Guerre mondiale.

En d'autres termes, Trotsky avait sous-estimé ce que j'appelle la rupture de continuité de la tradition socialiste révolutionnaire. Dans ce sens, la différence était frappante entre la situation des révolutionnaires en 1944-1945 et celle des révolutionnaires en 1918-1919. Les révolutionnaires de 1918-1919 parlaient un langage commun avec les masses des ouvriers organisés, 1914 n'ayant été qu'une interruption d'une longue ascension de la conscience de classe. La masse des ouvriers européens en 1914 croyait à la perspective socialiste à court terme. Ils étaient éduqués de la même manière, à la même source que Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Lénine ou Trotsky et que tous les internationalistes. Ils possédaient une tradition commune, et dialoguaient de façon quasiment ininterrompue, même après les événements de 1914, excepté peut-être pendant une période d'un ou deux ans. Car, dès 1916-1917, dans la plupart des partis social-démocrates, l'aile centriste opposée à la poursuite de la guerre impérialiste, reprend le dessus contre les réformistes les plus chauvins.

Cette continuité existe le plus nettement dans le cas de l'Allemagne. Les spartakistes se sont trouvés dans un milieu favorable, exception faite des deux premières années. Leur décision de rentrer dans l'USPD, au moment de sa constitution en 1917, n'a pas été le fruit du hasard, ni une erreur tactique, mais le résultat d'un langage commun avec bon nombre de militants et même avec certains dirigeants de l'USPD qui appuyaient la Révolution russe. De même, plus tard, toute une série de partis socialistes, qui n'étaient pas particulièrement de tradition révolutionnaire, ont demandé à adhérer en bloc à la IIIe Internationale : le Parti socialiste italien, le Parti socialiste tchécoslovaque... N'oublions pas non plus qu'en France, c'est la majorité socialiste qui a voté pour l'IC à Tours.

La situation des révolutionnaires en 1944 ne fut donc d'aucune manière comparable à celle des révolutionnaires de 1914 ou 1918. Ils se trouvent isolés dans un mouvement ouvrier sans aucune tradition internationaliste. La politique de collaboration de classe des PS et PC n'est pas un bref intervalle entre 1941 et 1945, mais la continuité d'une longue dégénérescence des forces hégémoniques du mouvement ouvrier organisé, depuis 1914 ou depuis 1927. Dans ces conditions, les révolutionnaires avaient une petite chance de développer leurs forces, pour autant qu'une radicalisation ouvrière accentuée, dans des conditions économiques mauvaises pour le capitalisme, coïncidait avec une politique de collaboration de classe et d'austérité à outrance des directions staliennes et réformistes dans la période 1946-1947 jusqu'à la grève Renault, mais sans aucune mesure avec la situation de l'Après-Première-Guerre

mondiale. Je reviendrai plus loin sur les conditions qui ont peu à peu reconstitué un milieu plus large dans lequel les révolutionnaires retrouvent une audience favorable, au cours des années soixante, vingt ans après le délai fixé par Trotsky.

On peut intégrer dans cette explication, la seule qui me paraît valable d'un point de vue global, deux facteurs concomitants qui ont joué un grand rôle dans l'analyse personnelle de Trotsky et de la IVe Internationale, mais qui risquent de conduire à des raisonnements « circulaires », si celles-ci sont isolées du contexte général :

Deux facteurs supplémentaires

Le premier de ces facteurs, c'est l'absence de la révolution allemande à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Dans toutes les prévisions de Trotsky et surtout dans celles de la IVe Internationale, la révolution allemande a occupé une place importante. Un recul de la conscience ouvrière existait en Allemagne, mais surtout un affaiblissement qualificatif de l'emprise des appareils traditionnels sur la classe ouvrière. La situation offrait la possibilité d'une explosion spontanée qui déborderait inévitablement le SPD et le KPD, sans capacité à court terme de reprise de contrôle par les appareils.

En tant que témoin oculaire en Allemagne à cette époque où j'étais déporté comme prisonnier politique, et où j'ai pu côtoyer notamment les travailleurs de l'usine Wesseling près de Cologne, je continue à penser que cette perspective était moins irréaliste qu'on ne l'a cru, au moins jusqu'au printemps 1944.

A partir d'un certain moment, il y a eu en Allemagne une certaine décomposition sociale. Prisonniers de guerre, prisonniers politiques, travailleurs étrangers à statut spécial, travailleurs déportés, composaient la masse des producteurs. La désorganisation de la vie collective était quasi totale, y compris la simple coopération sur les lieux de travail. Dans ces conditions la perspective d'une révolution allemande commençait à disparaître. Les causes objectives furent : la « mobilisation totale » et la terreur nazie accentuée surtout après le 20 juillet 1944, les bombardements occidentaux, les terribles effets d'intimidation, puis le début d'occupation et de démantèlement du pays, l'interruption des moyens de communication. Ce furent autant d'obstacles objectifs à une révolution socialiste.

A cela doivent s'ajouter ensuite les conséquences immédiates de

la défaite pour la population : famine, misère, dispersion des populations urbaines. Les effets politiques du stalinisme et du réformisme furent eux-aussi, terribles.

– Le PC allemand avait conservé plus de cadres dans la classe ouvrière qu'on ne l'avait pensé, en 1945. Mais, bien que ses positions de départ n'étaient pas faibles, il a dû s'adapter à la politique de Staline et endosser les thèses les plus contre-révolutionnaires : notamment appuyer le démantèlement des usines de la Ruhr, saboter la grande grève politique contre les démantèlements, ce qui lui a coupé l'herbe sous les pieds.

– La social-démocratie, elle, d'un anticommunisme féroce, malgré des tendances de rébellion plus nationalistes que gauchistes, appuya à fond la ligne des impérialistes occidentaux, et donc, elle aussi, la division de l'Allemagne.

Les conséquences furent désastreuses pour une classe ouvrière sur laquelle pesaient déjà les effets de la crise de 1929-1933, ceux du nazisme, de la guerre et du démantèlement du pays.

Quel est le bilan de cette analyse ? Il est faux de le réduire à la formule passe-partout : « l'impérialisme et le stalinisme ont étouffé la révolution allemande ». Cette formule implique en effet, que Trotsky et la IVe Internationale auraient sous-estimé la capacité contre-révolutionnaire de l'impérialisme et du stalinisme. Ceci n'est pas démontrable. La vérité, c'est qu'ils s'attendaient à cette révolution, *malgré* ce rôle contre-révolutionnaire évident. Ce qui a rendu caduque cette hypothèse de travail, c'est le concours de circonstances mentionnées plus haut – difficilement prévisibles en 1940 et même en 1943 – qui ont rendu objectivement impossible un soulèvement de masse à partir de l'été 1944 (on peut se poser la question de savoir ce qui serait arrivé si l'armée allemande avait réussi à se débarrasser de Hitler le 20 juillet 1944, et si la guerre s'était arrêtée cet été là).

En tout cas l'absence d'une révolution allemande, ou même d'une montée révolutionnaire plus limitée, comparable à celle de la France, de l'Italie ou de la Grèce, a pesé lourdement sur le déroulement des événements et des rapports de force en Europe et dans le monde.

Un autre facteur imprévu par Trotsky et les trotskystes fut la réalité d'un certain attrait des perspectives anticapitalistes internationales exercé par les PC en fonction de la victoire de l'Union soviétique et surtout des transformations en Europe orientale. En 1948-1949, il n'était plus très facile d'expliquer à un militant du PC que Staline était passé définitivement du côté de l'ordre

bourgeois. La jeunesse et les travailleurs organisés identifiaient à tort la victoire des révolutions yougoslave et chinoise à celle de l'Armée rouge.

Pendant toute une période, celle de la guerre froide (1949-1952), les couches les plus radicalisées de la classe ouvrière et surtout de la jeunesse passaient spontanément au PC et à la JC, non pas en fonction de leur politique de collaboration de classe en Europe, mais bien en fonction de la situation mondiale.

A ce propos, la IVe Internationale a été la première force dans le mouvement ouvrier international qui avait compris, dès son troisième congrès mondial, que la consolidation et l'extension du stalinisme n'auraient pas lieu, même dans le secteur géographique apparemment dominé par la bureaucratie soviétique. A ce moment, un mélange très contradictoire entre l'extension de la domination de la bureaucratie soviétique en dehors des frontières de l'URSS et des phénomènes réels de montées de révolutions socialistes allait frapper aux racines mêmes du stalinisme et allait provoquer sa crise mondiale à l'échelle historique, jusqu'à la décomposition progressive du contrôle de la bureaucratie soviétique sur des secteurs entiers de ce domaine. Mais ces deux facteurs conjoncturels, l'absence de révolution allemande et l'apparente consolidation du stalinisme dans le mouvement ouvrier international, n'ont pu avoir leurs effets désastreux sur le cours de la révolution, surtout dans les pays occidentaux, que dans le cadre de la baisse historique de la conscience de classe.

– Si, par exemple, un phénomène de débordement de l'appareil du PCF ou du PCI, comparable à celui du débordement de l'appareil social-démocrate d'après 1918 en Allemagne, avait eu lieu, les effets sur le stalinisme auraient été foudroyants. Cela ne s'est pas produit, parce que la spontanéité ouvrière et la capacité d'auto-organisation, après les effets cumulatifs de vingt années de défaite, étaient infiniment plus réduits que nous ne l'avons cru en 1940 ou en 1944.

Ce sont ces effets cumulatifs qui sont la cause fondamentale des limites de la montée révolutionnaire de 1944-1947 en Europe. Il faut bien préciser que jamais je n'ai affirmé que cette situation était prédéterminée dès 1923. Les vingt années de défaite n'ont fait que commencer en 1923. Malgré l'importance de la défaite allemande, beaucoup de victoires étaient encore possibles, comme la victoire des révolutions chinoise, espagnole, française; même la victoire de Hitler aurait pu être empêchée. Mais, au bout de ces vingt années, il n'y a pas seulement les effets de la défaite de 1923, de la défaite chinoise, de l'isolement de l'URSS, du manque de

perspectives internationales pour les communistes après la victoire de Hitler, la défaite de la révolution française ou espagnole, mais leurs effets cumulatifs, facteur décisif pour comprendre ce qui s'est produit par la suite.

Emprise réformiste et fluctuations de la conscience de classe

Critique communiste. Le réformisme, sous sa forme social-démocrate ou stalinienne domine le mouvement ouvrier depuis des décennies. Ne faut-il pas en conclure que les conditions d'activité révolutionnaire de la classe ouvrière sont à examiner avec beaucoup plus d'attention et d'esprit qu'on ne le fait habituellement ?

Ernest Mandel. La réponse à cette question représente le sujet du livre auquel je suis en train de travailler, et qui essaie de formuler une théorie plus ou moins générale de la classe ouvrière, du mouvement ouvrier, de la révolution socialiste et du socialisme.

On ne peut pas rendre compte de la réalité de la lutte de classe dans les pays capitalistes avancés, depuis la Première Guerre mondiale et même depuis 1905, en la ramenant soit à la formule, « le réformisme domine », soit à la formule opposée « la classe ouvrière est spontanément révolutionnaire, et les traîtres réformistes l'empêchent de faire la révolution ». Les deux formules sont analytiquement absurdes.

La première aboutit à l'impossibilité du socialisme.

La deuxième aboutit à une conception démonologique de l'histoire. Ni l'une ni l'autre ne peuvent rendre compte de la réalité historique. Dans les périodes de fonctionnement normal de la société bourgeoise, la classe ouvrière est dominée par le réformisme, ce qui est d'ailleurs pratiquement une tautologie : comment le capitalisme pourrait-il fonctionner normalement, si la classe ouvrière le contestait quotidiennement par l'action directe ? Mais, le capitalisme n'a pas constamment fonctionné de façon normale durant ces soixante ou soixante-dix dernières années. Il y a alternance de périodes de fonctionnement normal et de périodes de crise, de situations prérévolutionnaires et révolutionnaires. Il est, économiquement, socialement et psychologiquement, impossible que la classe ouvrière soit en permanence en état d'ébullition révolutionnaire. Derrière cette alternance de situations, réapparaît donc la question des limites dans le temps des crises révolutionnaires et prérévolutionnaires.

Nous retrouvons ici la problématique trotskyste fondamentale :

problématique de la direction révolutionnaire; concordance entre l'élévation de la conscience de classe du prolétariat et sa capacité à l'auto-organisation; construction d'une direction révolutionnaire, qui, dans leur coïncidence, *peuvent* faire déboucher la crise sur un autre terrain que le « Business as usual », lui-même bouillon de culture de la domination réformiste. Et pour ceux qui cherchent à présenter cette analyse comme « révisionniste », rappelons que le « révisionnisme » vient de loin, que d'après Lénine la classe ouvrière est « naturellement trade-unioniste » dans des situations de fonctionnement normal du capitalisme et qu'elle est « naturellement anticapitaliste » dans des situations révolutionnaires, ou prérévolutionnaires.

Les réformistes resteront probablement majoritaires au sein de la classe ouvrière en périodes « normales », pour autant que le terme de « période normale » conserve un sens dans la phase de décadence capitaliste qui est de toute façon différent du sens qu'il avait pendant la phase de montée du capitalisme. Mais il y a en tout cas une différence fondamentale entre une situation où la contestation en période normale se fait entre des groupuscules révolutionnaires isolés d'une part et des appareils de parti de masse quasi tout puissants au sein de la classe, et des situations où les révolutionnaires ont déjà dépassé un seuil déterminé d'accumulation primitive de forces, tout en restant largement minoritaires. Dans ce cas, la lutte pour arracher le contrôle aux réformistes sur les masses devient infiniment plus facile dès que la crise révolutionnaire éclate.

La faiblesse des organisations révolutionnaires pendant et après la Seconde Guerre mondiale était telle que la contestation politique était impossible. Les révolutionnaires n'étaient pas un pôle de référence alternatif aux réformistes et aux staliniens, aux yeux des masses, il fallait tout d'abord modifier les rapports de forces. Des organisations révolutionnaires comptant non pas quelques centaines, mais une dizaine de milliers de membres permettent d'avoir un espoir réaliste d'engager la bataille avec l'appareil réformiste, dans des conditions objectivement plus favorables. La composition sociale des organisations, leur capacité à recruter un nombre suffisant de cadres ouvriers reconnus comme dirigeants réels ou du moins potentiels de leur classe sur les lieux de travail dans la période avant la crise, voilà aussi des éléments déterminants que l'on peut étudier en détails dans quelques cas concrets : le parti bolchevik entre 1912 et 1914; la gauche de l'USPD allemand entre 1917 et 1920, la gauche révolutionnaire espagnole entre 1931 et 1936.

On peut y ajouter le fait que la disparition d'une tradition

anticapitaliste, renforcée par une propagande et une éducation communiste permanentes, est relativement récent, fonction du tournant définitif des partis communistes dans les pays industriellement avancés à la fin de la guerre mondiale et surtout de la guerre froide. Même dans la période du Front populaire, cette éducation existait encore, la politique stalinienne se faisait pour ainsi dire à deux niveaux. De ce fait, réformisme social-démocrate et réformisme stalinien conjuguent leurs efforts pour maintenir la classe ouvrière prisonnière de l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise. Mais une vision de la lutte de classe qui se concentrerait exclusivement sur cet aspect des choses sous-estimerait des ressorts presque structurellement anticapitalistes, inhérents dans cette lutte de classe pendant tout phase d'instabilité prononcée ou prérévolutionnaire dans ces pays.

Le fait que la classe ouvrière soit spontanément anticapitaliste dans des situations prérévolutionnaires s'est vérifié sur une échelle fort large en Allemagne (1918-1923), en Italie (1917-1920), en France (1934-1936), en Espagne (1931-1936), en Mai 68 en France, en 1969-1970 et 1975-1976 en Italie, en 1975-1976 en Espagne et en 1975 au Portugal, etc.

Par contre, ces explosions d'activités et même de conscience spontanément anticapitalistes, auront des effets moins durables sur la conscience de la classe, et aboutiront à une possibilité de reprise en main relativement plus rapide de la situation par les réformistes, si elles ne sont pas relayées par des organisations de masse anticapitalistes puissantes, du type de celles des PC au début des années vingt, ou par une avant-garde ouvrière déjà large qui se méfie en permanence des appareils bureaucratiques.

Un autre phénomène, souvent confondu avec ce sujet, est celui de la stratification de la classe ouvrière et des liens entre cette stratification et les différents niveaux de conscience du prolétariat. Ce qui apparaît comme un gonflement de l'importance numérique des réformistes même dans des situations initialement révolutionnaires et prérévolutionnaires est avant tout le phénomène de l'élargissement de la politisation à des courbes auparavant politiquement passives. Il n'entre donc pas en contradiction avec le phénomène concomitant de radicalisation de couches plus aguerries et expérimentées politiquement depuis plus longtemps.

Prenons pour exemple les mois de mars-avril 1917 de la Révolution russe. L'énorme gonflement des mencheviks et des sociaux-révolutionnaires n'est pas du tout fonction d'un quelconque recul des bolcheviks chez les travailleurs conscients. Au contraire, l'emprise des bolcheviks sur la couche d'avant-garde de la classe ouvrière

s'étend. Mais simultanément, les réformistes se renforcent davantage, du fait que des centaines de milliers de travailleurs, qui ne s'étaient jamais impliqués politiquement dans le mouvement ouvrier organisé, se tournent pour la première fois vers celui-ci et affluent vers les forces les plus modérées, et non vers les plus radicalisées.

Stratégie d'unification prolétarienne et tactique de front unique ouvrier

Critique communiste. Ne faudrait-il pas conclure de cette analyse de la conscience de classe du prolétariat que la politique de front unique ouvrier est la ligne stratégique fondamentale des révolutionnaires, et que c'est là un des apports théoriques principaux du trotskysme ?

Ernest Mandel. Il faut distinguer deux objectifs politiques, ou plus précisément sociopolitiques, et non les identifier. La classe ouvrière ne peut pas renverser le capitalisme, exercer le pouvoir et commencer la construction d'une société sans classe, sans atteindre à la fois un degré d'unification de ses forces sociales et un niveau de politisation et de conscience de classe qualitativement plus élevés que ceux qui existent, en temps normal, sous le régime capitaliste. C'est d'ailleurs seulement à travers une telle unification et une telle politisation que la classe se constitue en son ensemble en tant que classe pour soi, au-delà de toutes les distinctions de métier, de qualification, de localité, de nationalité, de race, de sexe, d'âge, etc.

La conscience de classe au sens le plus élevé du terme – en opposition à la conscience corporatiste, de groupe, de secteurs séparés – ne s'acquiert pour la majorité des travailleurs qu'à travers une telle unification dans la lutte, et d'expérience de lutte qui en résulte.

Le parti révolutionnaire joue un rôle clé de médiateur à ce propos. Mais il ne peut, par sa propre activité, remplacer cette exérience de lutte unitaire pour la majorité des travailleurs. Il ne peut être à lui seul la source de l'acquisition de cette conscience de classe chez des millions de salariés, indépendamment de leur expérience de lutte pratique et effective.

Le cadre organisationnel adéquat à cette unification du front prolétarien, ce sont les *conseils de travailleurs* (soviets), réunissant, fédérant, centralisant tous les salariés et toutes les salariées,

organisés et inorganisés, sans distinction d'appartenances politiques ou philosophiques. Aucun syndicat, aucun front unique de partis n'a jamais, et ne pourra jamais prétendre réaliser à lui seul pareille unification qui ne peut l'être que par l'auto-organisation du prolétariat.

Pour cette raison, les marxistes révolutionnaires favorisent en toute circonstance l'unification des revendications et des luttes de tous les salariés et de toutes les salariées tant sur le plan économique que sur le plan politique, culturel, etc. Ils s'efforcent de combattre toutes les manœuvres qui tendent à diviser la classe ouvrière. Ils se font les promoteurs les plus résolus et les plus efficaces des mobilisations et des luttes les plus unitaires possibles : *ceci implique d'ailleurs une attention particulière pour les secteurs surexploités et doublement opprimés de la classe, sans laquelle cette unification est irréalisable dans les faits.*

Dans ce sens, la politique d'unification du front prolétarien est incontestablement une constante, un *objectif stratégique permanent* des marxistes révolutionnaires, des trotskystes.

La problématique des propositions de front unique adressées aux divers organisations et courants politiques qui existent au sein de la classe ouvrière est distincte de celle de l'unification et de la politisation de l'ensemble du prolétariat. Nous n'allons pas examiner ici les origines objectives et historiques de ces différents partis, pas plus que le rôle particulier des organisations centristes d'une certaine importance numérique. Dans ce cadre, nous nous limiterons à examiner l'articulation précise entre la politique de front unique à l'égard des deux grands partis traditionnels du mouvement ouvrier – le PS et le PC – et la stratégie d'unification et de politisation marxiste du prolétariat dans son ensemble.

Les deux problématiques ne peuvent être identifiées pour les raisons suivantes :

– Parce que les PS et PC sont loin d'organiser ou même d'influencer l'ensemble des salariés et des salariées.

– Parce qu'il existe au sein du prolétariat des couches d'avant-garde (organisées et surtout inorganisées) qui ont tiré des conclusions des trahisons passées de la social-démocratie et du stalinisme et qui ressentent déjà une méfiance profonde à l'égard des appareils bureaucratiques.

– Parce que les directions bureaucratiques des PS et PC défendent au sein de la classe ouvrière des orientations politiques souvent hostiles aux intérêts immédiats, et toujours hostiles aux intérêts historiques du prolétariat, et qu'il est parfaitement possible qu'ils concluent des accords unitaires en vue de désorienter, de freiner,

fragmenter des mobilisations ouvrières et d'empêcher qu'elles atteignent le niveau de politisation et d'unification le plus élevé possible. Ceci est encore plus vrai dans une crise prérévolutionnaire et révolutionnaire, quand la fonction fondamentale de ces appareils est d'empêcher la prise du pouvoir révolutionnaire par le prolétariat.

Mais, si les deux problématiques ne sont pas identiques, elles ne peuvent pas non plus être séparées complètement l'une de l'autre. Car dans tous les pays où il y a une longue tradition du mouvement ouvrier organisé, une partie importante de la classe ouvrière continue à manifester une certaine confiance non seulement électorale mais encore politique et organisationnelle à l'égard des PS et PC. Dans ces conditions, il est impossible d'avancer dans la direction de l'unité du front prolétarien en faisant fi de cette confiance relative, en croyant que les travailleurs des PS et PC s'intègreront dans ce front, indépendamment des attitudes et des réactions de leur propres directions.

L'unité des appareils n'est pas le front unique

Une politique de front unique à l'égard des PS et PC est donc *une composante tactique de l'orientation stratégique générale. Mais elle n'est que cela, non un substitut de cette orientation stratégique.* Ceci est d'autant plus vrai que l'unification et la politisation maximale du prolétariat dans son ensemble réclament *à la fois* l'engagement des travailleurs des PS et des PC, et la rupture de la grande majorité de ces travailleurs avec les options de la collaboration de classe de leurs appareils bureaucratiques.

Sous-jacente à la réduction simpliste de la stratégie d'unification des forces prolétariennes et d'élévation maximale de leur conscience de classe à la politique de front unique des PS et des PC est l'illusion spontanéiste selon laquelle il suffirait que de tels fronts uniques se constituent dans les faits pour que les travailleurs rompent avec les réformistes grâce à l'ampleur des luttes unitaires qui en découleraient. Encore plus illusoire et plus spontanéiste est l'idée que l'expérience d'un « gouvernement sans ministres capitalistes » suffirait pour ouvrir la voie à la rupture des masses ouvrières avec les options réformistes et à un véritable « gouvernement des travailleurs » anticapitaliste.

Toute l'expérience historique s'inscrit en faux contre ces illusions. Il suffit de rappeler qu'en Grande-Bretagne, après *six* gouvernements travaillistes (social-démocrate) « purs », sans